
INTRODUCTION

Fabrice RIPOLL et Sébastien CAILLAULT

APPROCHES CRITIQUES DE LA DIMENSION SPATIALE DES RAPPORTS SOCIAUX : UN COLLOQUE POUR DES DÉBATS TRANSDISCIPLINAIRES ET INTERNATIONAUX

Depuis le milieu des années 2000, la question de la dimension spatiale des rapports sociaux, et plus spécifiquement des inégalités sociales, des rapports de pouvoir ou de domination, semble de plus en plus investie par la géographie française/francophone. En témoignent les séminaires et colloques, les publications individuelles et collectives qui se sont multipliés – autour des questions d’appropriation de l’espace, de justice spatiale, de gentrification, de discrimination territoriale, etc. – et qui donnent à lire les principales filiations françaises du colloque à l’origine de cet ouvrage¹. Plus que d’une nouveauté, il s’agit sans doute d’un nouveau seuil dans la mise en œuvre, mais aussi dans la visibilité, la convergence et la structuration de ces orientations – que l’on dira « critiques » pour simplifier et reprendre une étiquette de plus en plus mobilisée par celles et ceux qui travaillent sur ces objets. Les filiations sont en effet multiples et articulent des dynamiques endogènes à la géographie française/francophone et l’importation de démarches rencontrées dans d’autres sciences sociales ou d’autres géographies, notamment anglophones, les unes et les autres étant inséparables de leurs contextes sociaux, économiques et surtout politiques.

À la faveur sans doute des mouvements sociaux redevenus importants dans la France des années 1990-2000 (grandes grèves de 1995, mouvements des « sans » : sans-papiers, sans-logis, sans-emploi, mouvements altermondialistes...), de l’explosion des inégalités socio-économiques puis de la crise financière internationale de 2007-2008, les sciences sociales françaises ont connu un certain « retour des classes

1. Voir notamment, dans l’ordre chronologique : *Noroi*, 2005 ; *Annales de géographie*, 2009 ; BRET *et al.*, 2010 ; *Regards sociologiques*, 2010 ; BACKOUCHE *et al.*, 2011 ; BLANCHON *et al.*, 2011 ; BONNY *et al.*, 2012 ; *Carnets de géographes*, 2012 ; CLERVAL *et al.*, 2015 ; HANCOCK *et al.*, 2016 ; BONNY *et al.*, 2017 ; *Carnets de géographes*, 2017 ; l’ensemble des numéros de la revue *Justice spatiale/Spatial Justice* fondée en 2008...

sociales » (Bouffartigue, 2004). Dans la géographie française, cette entrée analytique avait été portée par les promoteurs et promotrices de la géographie sociale dans les années 1980 (Noin, 1983; Frémont *et al.*, 1984...). Elle connaît récemment un regain d'intérêt autour de la géographie radicale anglophone, avec notamment les nombreuses traductions des ouvrages de David Harvey (2010) et l'attention accrue aux questions telles que la gentrification ou la ville néolibérale (Gintrac et Giroud, 2014). C'est aussi du monde anglophone que des chercheurs et chercheuses, pour une part issus de la géographie culturelle, ont importé et mis sur le devant de la scène d'autres inégalités, discriminations ou rapports de domination jusqu'ici peu ou pas travaillés dans la géographie française : de sexe ou genre, de sexualité et de « race » notamment (Staszak *et al.*, 2001). Si des travaux plus anciens, notamment féministes, existaient déjà dans les autres sciences sociales du champ scientifique francophone, une même importation des études de genre puis postcoloniales ou subalternes y avait lieu à peu près au même moment et résonnait avec certaines mobilisations récentes (autour de la parité, du Pacs et du « mariage pour tous », des « émeutes des banlieues » en 2005, des « aspects positifs de la colonisation » de la loi de la même année, des différentes « affaires du voile », etc.). Plus encore, c'est l'analyse de l'intersectionnalité, de l'imbrication ou de la consubstantialité de ces différentes inégalités et rapports de domination qui est à l'agenda depuis plus d'une dizaine d'années et fait débat dans les sciences sociales francophones², mais dont le développement est encore limité en géographie.

En parallèle, l'espace ou la dimension spatiale des rapports sociaux ont commencé à être intégrés plus largement dans les analyses des autres sciences sociales (sociologie, science politique, histoire...), mais pas toujours de façon explicite et systématique. Si l'on met de côté certaines spécialités anciennes, telles que la sociologie urbaine, le « tournant spatial » évoqué par Edward Soja dès 1989 commence seulement à trouver une certaine réalité en France, à la faveur des débats sur la « mondialisation » et des autres « tournants » qu'ils semblent avoir suscités : autour des questions de mobilités ou circulations, des études « globales » ou « transnationales » (Caillé et Dufoix, 2013; Siméant, 2015; Wagner, 2020). Particularité peut-être du champ scientifique français, ces amorces ne coïncident pas nécessairement avec une prise en considération des travaux des géographes alors que la discipline est relativement plus institutionnalisée et présente que dans d'autres pays. Et surtout, elles ne coïncident pas toujours avec un tournant critique... Mais les analyses des rapports de domination intégrant *de facto* leur dimension spatiale semblent bien se multiplier, par exemple à travers l'interrogation des effets d'échelle dans la sociologie critique (Sapiro, 2013; Laferté, 2014; *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2017), les premières recherches sur la dimension spatiale des mouvements sociaux³, ou par différents travaux en appelant à Henri Lefebvre et à son

2. Voir par exemple le dossier sur cette question proposé en 2019 par la revue *Mouvements* : [<https://mouvements.info/intersectionnalite/>], consulté en novembre 2022.

3. Voir la bibliographie proposée dans PAILLOUX et RIPOLL, 2019.

marxisme hétérodoxe, l'année 2018 ayant même été consacrée au cinquantenaire du livre *Droit à la ville*, fêté dans plusieurs événements⁴.

Organisé par l'UMR ESO (Espaces et sociétés) et le Groupe transversal JEDI (Justice, espace, discriminations, inégalités) du Labex « Futurs urbains » (université Paris-Est), le colloque *Approches critiques de la dimension spatiale des rapports sociaux : débats transdisciplinaires et internationaux* a eu lieu à Caen en juin 2019 et a réuni près de 150 personnes. Cette manifestation scientifique entendait s'inscrire dans le prolongement de toutes les dynamiques collectives qui viennent d'être évoquées et se donnait pour objectif de contribuer à les renforcer, mais aussi à les faire converger en instaurant un espace-temps de rencontres et de discussions transnationales et transdisciplinaires : entre les diverses géographies critiques francophones ; entre ces dernières et celles d'autres champs nationaux ou internationaux (notamment anglophones et hispanophones) ; entre les approches critiques de diverses sciences sociales désireuses d'approfondir l'analyse de la dimension spatiale. Ce débat est nécessaire car les chercheurs et chercheuses qui les portent n'ont pas suivi les mêmes formations ni les mêmes trajectoires intellectuelles, ne mobilisent pas les mêmes références ou les mêmes outils, ne s'inscrivent pas dans les mêmes démarches, et sont loin d'être toujours d'accord. Il est donc important de mettre ces différentes options sur la table et d'en débattre afin de faire un état des lieux, de permettre des acculturations réciproques, d'identifier les points d'accord comme les points de débats, et de faire avancer les réflexions. Comment analyser la dimension spatiale des inégalités et des rapports de domination et leurs articulations ? Sur quelles bases faire se rencontrer les différentes approches critiques ? Quelles différences d'un contexte national à l'autre, d'une discipline à l'autre, d'une génération à l'autre, etc. ? Quels sont leurs points forts et leurs faiblesses, les tensions qui les traversent ? Sur quoi devrait-on mettre l'accent dans les années à venir ? Quels sont les thèmes qui sont investis et à l'inverse ceux qui semblent délaissés ?

Cet ouvrage témoigne d'un temps d'échange ouvert aux chercheurs et chercheuses venant de différents horizons et disciplines et intéressés par les thèmes du colloque. Il décline ses questionnements généraux selon deux principaux axes qui ont en commun de mettre en pratique une forme de réflexivité, d'opérer un pas de côté, soit en explicitant nos positionnements théoriques, nos raisonnements, concepts, approches afin de les soumettre à la discussion et à la critique collective, soit en analysant nos recherches et leurs conditions intellectuelles mais aussi institutionnelles de possibilité, afin d'identifier leurs limites et tenter ou favoriser leur dépassement. Son titre – *Espaces critiques* – peut en effet se comprendre de deux façons différentes : ce sont d'abord les différentes conceptions de l'espace que nous élaborons depuis nos approches de sciences sociales critiques (parties I et II) ; mais ce sont aussi les espaces notamment

4. *Cinquante ans après "Le droit à la ville" : quelle actualité ?* (Tours, mars 2018) ; *Henri Lefebvre, le Droit à la ville (1968-2018)* ; *Rencontres internationales* (Paris, avril 2018) ; *Le droit à Lefebvre* (Caen, juin 2018).

académiques où ces approches critiques sont élaborées, discutées, transmises, avec plus ou moins de difficultés (partie III)⁵.

PENSER LA DIMENSION SPATIALE DES RAPPORTS SOCIAUX DEPUIS LES APPROCHES CRITIQUES : QUELLES CONCEPTIONS THÉORIQUES ?

La réflexion théorique n'a pas toujours bonne presse, même si les choses commencent à changer, peut-être à l'exemple de certaines approches, en sociologie ou science politique, dans la *political ecology* ou la géographie anglophone. On ne peut nier les incontestables excès de certaines pratiques qui finissent par autonomiser la « théorie (sociale) » des recherches empiriques – sans parler des mauvais essayismes qui opèrent des coups plus ou moins médiatiques en courant après les modes et autres « tournants » sans même s'assurer d'un minimum de solidité et de cohérence. Mais toute montée en généralité et en abstraction un tant soit peu contrôlée, toute conceptualisation un tant soit peu rigoureuse, toute recherche de cohérence entre nos diverses propositions, toute discussion comme toute réflexivité scientifique, supposent nécessairement une démarche, un travail, pour ne pas dire un *effort* de théorisation au sens premier du terme : une explicitation, une mise à plat des hypothèses, définitions et propositions sur la base desquelles nous travaillons, afin de les soumettre à l'examen, à la discussion et à la critique personnelles et collectives.

Quand on prétend travailler plus spécifiquement sur l'espace ou la dimension spatiale du monde social, on a donc tout à gagner à essayer de préciser ce que l'on entend par là. Ce qui n'est pas toujours le cas, tant s'en faut, y compris en géographie ou dans les spécialités de sciences sociales qui abordent plus spécifiquement cette question. Si les approches critiques sont plurielles – et pas seulement, voire pas principalement, du fait de leurs origines disciplinaires ou nationales-linguistiques – c'est pour une part qu'elles s'appuient sur différentes conceptions de l'espace, qu'elles articulent plus ou moins explicitement avec différentes conceptions des rapports sociaux. L'enjeu des deux premières parties est donc d'y voir plus clair sur ces points.

5. Trois autres publications tirées de ce colloque sont parues : un livre rassemble les sessions qui portaient plus spécifiquement sur les questions urbaines, paru aux éditions L'Œil d'or dans une collection dédiée à la ville et associée au groupe JEDI du Labex Futurs urbains (CLERVAL, GARDESSE et RIVIÈRE, 2023) ; un autre rassemble les sessions qui proposaient diverses enquêtes sur la dimension spatiale et l'imbrication des rapports de domination et de résistance, paru dans cette même collection « Géographie sociale » des Presses universitaires de Rennes (DEVAUX *et al.*, 2024) ; et enfin un dossier sur les questions de réflexivité est paru dans la revue *Carnets de géographes*, dont certains travaux sur le champ scientifique pourraient être rapprochés de ceux présentés dans la troisième partie de ce livre (*Carnets de géographes*, 2022). La ventilation des textes de communication (en fait des sessions) entre ces différents volumes a été pensée avec comme objectif d'aboutir à des volumes cohérents sur un plan thématique. Les quatre paragraphes qui précèdent cette note sont communs aux introductions de ces différentes publications collectives, afin d'en souligner la filiation commune.

Dans la première, la question est posée à son niveau le plus général, le plus abstrait sans doute, mais aussi le plus fondamental, par quatre géographes aux positionnements différents à bien des égards, mais qui ne sont pas sans convergences. Ces différences se repèrent notamment aux références mobilisées – qui ne sont bien entendu, effet de colloque oblige, pas représentatives de la multiplicité des « pensées de l'espace » pouvant faire référence en géographies critiques comme en sciences sociales⁶. Robert Hérin, l'un des principaux chefs de file de la « géographie sociale » quand elle s'est affirmée comme mouvement collectif au début des années 1980, présente un itinéraire d'une quarantaine d'années de recherches s'inscrivant dans cette orientation et défend une conception qui emprunte notamment aux traditions marxistes croisées avec la géographie sociale fonctionnaliste allemande. Fabrice Ripoll, formé à cette géographie sociale, a ensuite été amené à la prolonger mais aussi à la réinterroger et retravailler, tout en dialoguant en particulier avec la sociologie critique portée notamment par Pierre Bourdieu. Renaud Lariagon souhaite quant à lui rester fidèle aux propositions d'Henri Lefebvre qui connaît actuellement un retour en force dans l'Hexagone, après un détour par la géographie anglophone (du fait notamment des délais de traductions). Enfin, Frédérique Blot défend l'approche trop souvent négligée de Claude Raffestin pour développer des recherches sur l'espace, le territoire et l'environnement.

Les références sont bien souvent françaises mais connaissent un rayonnement international – parfois même un succès plus important que dans leur propre pays d'origine, à l'image de la mobilisation des travaux de Lefebvre ou de Foucault dans le monde anglophone (Gautier et Hautdidier, 2015). Des références qui ne sont pas sans lien, direct ou indirect, pour des élaborations théoriques qui ont en commun d'adopter ou de revendiquer non seulement une approche critique, et le principe associé d'un espace produit social bien sûr, mais aussi la notion de *dimension spatiale des rapports sociaux*, travaillée selon une conception relationnelle et processuelle des phénomènes sociaux. Il est acquis qu'on ne saurait mésestimer la matérialité du monde social comme de l'espace, tout en se souvenant que ce dernier ne s'y réduit pas – contrairement à ce que l'on peut encore lire ici ou là. Le vécu, le conçu, les discours, les significations, les constructions symboliques... trouvent leur place dans les grilles d'analyse ; tout comme les statuts juridiques de l'espace, les territorialités, les maillages, les zonages et autres sectorisations des politiques publiques, institutions, normes, et règles du jeu. Des grilles d'analyse incontestablement complexes s'expriment dans des schémas qui n'ont peut-être pas qu'une vocation pédagogique, et qui sont donc proposés et soumis à la discussion collective. Marque sans doute de l'approche critique, si les trois auteurs et l'autrice de ces chapitres se risquent à la théorie et au schéma (pour ne pas dire au « modèle »), leurs textes montrent aussi une volonté de ne pas s'enfermer dans la pensée théorique ni de fétichiser leurs abstractions qui ne sont que des outils, voire des armes, pour penser les enjeux sociaux de la période contemporaine.

6. Voir par exemple les livres qui tentent de rassembler diverses pensées de l'espace, tout en avouant malgré tout ne pas être exhaustifs ni même représentatifs, voire ne pas vouloir céder au palmarès (CRANG et THRIFT, 2000 ; HUBBARD et KITCHIN, 2011).

L'ÉCHELLE ET LE NIVEAU : LES RAPPORTS SOCIAUX AU PRISME DU LOCAL ET/OU DU MICRO

Réfléchir à la dimension spatiale des rapports sociaux, chercher à distinguer et expliciter ses différentes facettes pour mieux les articuler, c'est inévitablement, à un moment ou un autre, s'affronter à un ensemble de problèmes centraux, mais récurrents car difficiles, qui touchent à la question, classique en géographie, des *échelles* (locales, nationales, globales...) ou plutôt de *la structuration scalaire des rapports sociaux*, mais aussi à *l'opposition micro/macro*, tout aussi classique dans d'autres sciences sociales (comme la sociologie, la science politique et l'économie). Si ces deux questions doivent être mises en rapport, ou traitées simultanément, elles n'en sont pas moins distinctes et c'est précisément parce que la confusion est toujours possible que cette articulation est nécessaire. Par ailleurs, c'est parce qu'elles sont non seulement *théoriques* mais aussi *méthodologiques*, au sens large du rapport entre construction d'objet et manières de l'étudier, qu'elles méritent d'être discutées dans une partie distincte de la précédente et autonome. Cela permet de réfléchir à quelque chose comme la *dimension spatiale de la méthode*, en rapport avec la dimension spatiale de l'objet.

En sociologie comme en science politique, la distinction entre approches micro et macrosociologiques est généralement associée à une différence de démarche de construction d'objet sinon de nature des objets eux-mêmes, articulée à une différence d'approche méthodologique sinon théorique : le micro serait du côté des comportements individuels, ou des situations d'interactions de face-à-face entre individus ici et maintenant, de l'événement voire de l'évanescent, du singulier voire du particulier ; quand le macro serait du côté des structures, des relations d'interdépendances, censément larges et durables, des régularités et des généralités, bref des rapports sociaux tels qu'ils sont souvent conçus. En parallèle, depuis la naissance de la géographie comme discipline universitaire est soulignée l'importance de distinguer et d'articuler les échelles (spatiales), du local au mondial en passant par divers échelons intermédiaires (dont le régional et bien entendu le national)⁷. Ces approches multiscalaires apparaissent comme des perspectives intéressantes mais elles risquent d'induire des problèmes théoriques et méthodologiques quand elles associent des objets spécifiques à des échelles données, le local aux temps courts et au particulier par opposition au global associé aux temps longs et au général.

Ces différentes manières de construire les questionnements scientifiques par niveaux et échelles sont sans doute incontournables pour décrypter des réalités sociales complexes, mais il faut garder en tête de ne pas confondre outils d'analyse et réalités étudiées. Ainsi Frédéric Sawicki, qui a depuis longtemps promu une approche

7. Cet appel récurrent se fait souvent en relation avec une pratique cartographique dont le vocabulaire technique incite à l'inversion, par rapport aux usages courants, des adjectifs désignant la taille des espaces – les petites échelles désignant de grands espaces, les grandes échelles des petits... – et donc au malentendu avec les autres disciplines.

localisée du politique (Briquet et Sawicki, 1989), a réaffirmé l'importance d'une clarification conceptuelle et méthodologique entre d'un côté « le niveau de la construction théorique des problèmes (ce qu'on cherche à expliquer et/ou comprendre, autrement dit l'objet de la recherche) », qui renvoie à l'opposition entre *réalités* micrologiques et réalités macrologiques, et de l'autre « le niveau de la démarche empirique (la méthode et le terrain de la recherche) », qui renvoie à l'opposition entre *démarches* microscopiques ou macroscopiques (Sawicki, 2000, p. 145). De leur côté, les géographes ont beaucoup débattu sur la nature et le statut des échelles, en insistant notamment sur la différence entre échelles d'analyse et échelles des réalités, au point de débattre sur les effets et la réalité même de ces dernières, et donc la pertinence du concept (Thrift, 2002; Herod, 2011).

Mais gageons que ces critiques, mêmes excessives, et ces clarifications, salutaires, restent insuffisantes pour construire une grille d'analyse qui prenne en considération l'ensemble des paramètres impliqués par ces imbrications des échelles et des niveaux d'analyse. Soulignons simplement ici que la notion de rapports sociaux ne se limite pas au niveau macro ou à l'échelle globale. Cette distinction est d'autant plus importante pour les approches critiques qu'elles s'appuient le plus souvent sur des rapports sociaux considérés comme « structurels » et « globaux » (à commencer par le capitalisme) pour contextualiser les objets étudiés, les désingulariser, les défataliser en même temps que de contribuer à leur politisation potentielle. Mais cela ne signifie pas qu'elles ne peuvent pas travailler les rapports sociaux à partir d'enquêtes ethnographiques sur des objets micrologiques.

Les trois textes de cette deuxième partie permettent ainsi de décliner et donc de distinguer trois manières différentes d'appréhender le « local » et les interactions de face-à-face, en coprésence, sans les autonomiser des rapports sociaux « structurels ». Dans sa contribution, Sylvie Tissot montre que, s'il ne faut pas penser que la proximité spatiale suffit à elle seule à réduire les distances sociales, elle produit des effets bien réels, certes sous conditions, sur les trajectoires, les sociabilités, les rapports de force et de légitimité entre groupes sociaux en présence. Le texte suivant partage la même conviction qu'approche (critique) des rapports sociaux ou structures sociales et étude (ethnographique) localisée ne sont pas contradictoires. L'angle choisi par le collectif ROCS est malgré tout un peu différent car il s'agit moins de mettre l'accent sur des interactions quotidiennes que sur des relations d'interdépendances, d'alliances et de concurrences, et des multipositionnalités dans un ou des champs associatifs locaux, *i. e.* ayant une certaine autonomie à l'échelle locale. Enfin, le texte d'Anne-Laure Pailloux décale un peu plus le regard en rappelant que les rapports sociaux sont caractérisés par une structuration scalaire, mais que loin de s'imposer de façon intangible à chacun et chacune, les échelles sont aussi l'enjeu et le produit d'un travail militant et politique – à l'image de la « relocalisation » promue et construite par les militants et militantes pour la décroissance qu'elle a étudiés.

**APPROCHES CRITIQUES ET CHAMPS SCIENTIFIQUES :
ANALYSER LES CLOISONNEMENTS ET DOMINATIONS LINGUISTIQUES,
NATIONALES ET DISCIPLINAIRES**

Dans la troisième et dernière partie, c'est une autre forme de réflexivité qui est mise en pratique, celle qui objective les orientations et les pratiques des chercheurs et chercheuses elles-mêmes, en les replaçant dans les différents contextes sociaux, et notamment institutionnels, où elles s'inscrivent : il est ainsi question d'interroger le(s) champ(s) académiques et/ou scientifique(s) dans leurs fonctionnements (et leurs dysfonctionnements...). Les études et réflexions proposées se focalisent ici sur différents types de cloisonnements ou au contraire de relations dissymétriques obligées de l'activité scientifique contemporaine – notamment autour des mots d'ordre : internationalisation, interdisciplinarité, rapprochement avec le « monde socio-économique » – dans une période où les injonctions néomanagériales sont fortes dans l'enseignement supérieur et la recherche. Que deviennent en particulier les approches critiques dans un tel contexte ? Quelle place ont-elles dans le champ académique ou scientifique ? Et, inséparablement, quelle analyse critique du champ académique ou scientifique peut-on faire ?

L'injonction à l'internationalisation comme critère d'excellence supposée est l'une des pressions importantes, qui concourt souvent à reformuler des thèmes, des approches et des concepts vers et/ou depuis le monde anglophone (et principalement anglo-américain) qui domine incontestablement la sphère scientifique. Cette domination évolue, comme dans le monde économique elle est disputée, mais elle perdure à travers les écrits, les langues et supports de publications, et participe aussi à construire de nouveaux réseaux de recherche et à transformer nos pratiques. Pour se fondre dans d'autres pratiques de la recherche, il est alors nécessaire de maîtriser les subtilités syntaxiques et grammaticales de la langue hégémonique en même temps que les codes des autres traditions nationales, mais il faut également se détacher de certains héritages socioculturels présents dans le monde académique français. C'est le sens du plaidoyer de Claire Hancock, Myriam Houssay-Holzschuch et Alex Mahoudeau qui invitent à en finir avec le terme « anglo-saxon » et toutes les formes d'essentialisation qui vont avec. Quant à cette internationalisation en cours, Laura Péaud y voit un champ d'investigation stimulant pour renouveler nos pratiques, à condition de s'investir dans un projet de multilinguisme initiant un décentrement salvateur vis-à-vis de la domination anglophone des modes de valorisation et d'échanges scientifiques.

Les autres textes de cette partie se penchent davantage sur la circulation des approches, des théories et des concepts voire sur les collaborations entre différentes disciplines, ou pour être plus précis sur les obstacles aux circulations et formes de reconnaissance des approches critiques du fait des hiérarchies et dissymétries dans les relations transdisciplinaires (entre sciences sociales, ou entre ces dernières et les sciences de la nature). La question de la dimension spatiale des mobilisations collectives et notamment des mouvements sociaux, présentée dans la contribution d'Alex Mahoudeau et Fabrice Ripoll, expose un exemple de thématique qui a

longtemps peiné à émerger malgré des travaux anciens et des appels répétés à l'investir. Cette émergence récente révèle des effets de cloisonnement comme de domination entre les disciplines qui se sont penchées sur cette question, en même temps qu'entre les sphères nationales/linguistiques concernées. Mais les marges se transforment ou se déplacent, comme le montre l'exemple des environnements forestiers analysé par Vincent Banos, Zoé Ginter, Baptiste Hautdidier et Sophie Le Floch. À l'heure où la géographie environnementale francophone se questionne fortement sur son engagement politique, ils et elles retracent sur le long terme la trajectoire de certaines postures critiques dans le champ de la biogéographie. L'environnement, thématique longtemps délaissée dans les débats des sciences sociales en France, peine à trouver sa place dans les approches critiques et les débats entre disciplines. À ce contexte national singulier, il faut ajouter que les questions environnementales restent encore trop souvent dépendantes de modèles théoriques de sciences « dures » marginalisant le questionnement des rapports sociaux et la reconnaissance de leur rôle. La contribution de Julien Rebotier, Pascale Metzger et Patrick Pigeon montre ainsi que la conceptualisation dominante de la question du risque en environnement ne permet pas toujours aux équipes de SHS de pleinement participer à l'élaboration des problématiques partagées et de voir leurs questionnements spécifiques reconnus.

Les dynamiques des pratiques internationales ou interdisciplinaires ont souvent comme objectif de dépasser les « cultures » scientifiques existantes pour redéfinir de nouvelles manières d'aborder certaines réalités souvent cloisonnées par l'organisation du monde académique. De même, l'injonction à ouvrir le monde universitaire au monde socio-économique est parfois vue comme une avancée, à savoir le passage de l'interdisciplinaire au transdisciplinaire, de l'académique et du théorique au pratique, de l'abstrait au concret, etc. Néanmoins, l'exemple du « développement urbain durable », analysé par Matthieu Adam et François Valégeas, donne à voir quelques écueils. En effet, dans une sphère potentiellement moins marquée par les cloisonnements disciplinaires (études urbaines/aménagement), cette ouverture se traduit par la production de savoirs bien peu distanciés sur les pratiques professionnelles et sur les conséquences sociales d'opérations unanimement valorisées comme « durables »...

Ainsi, dans plusieurs de ces situations, on constate amèrement que ce ne sont pas seulement les approches qui se revendiquent comme « critiques » qui peinent à se faire reconnaître, mais plus généralement les recherches de sciences sociales qui cherchent simplement à faire leur travail du mieux possible, ce qui inclut un minimum de rigueur, d'autonomie et de réflexivité. C'est précisément cette réflexivité que cette partie, et finalement l'ensemble de ce livre, tentent de promouvoir et mettre en pratique⁸.

8. Une des tentatives de cette mise en pratique est visible à travers l'appendice proposé à la fin de ce livre qui analyse le panel de personnes présentes au colloque de Caen selon différents critères : disciplines, genre, lieu de travail... Il a notamment pour objectif de donner à voir comment ce type d'appel « ouvert » oriente les propositions exposées à travers les choix thématiques (espaces, critiques, rapports sociaux, transnational) mais aussi comment il induit des effets non désirés (faible diversité des disciplines, difficulté des dialogues transnationaux).

« Espaces critiques », Fabrice Ripoll et Sébastien Caillaud
ISBN 978-2-7535-9667-2 Presses universitaires de Rennes, 2025, www.pur-editions.fr